
La politique russe au Grand Moyen-Orient ou l'art d'être l'amie de tout le monde



Mark N. Katz

Avril 2010

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2010

ISBN : 978-2-86592-690-9

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : ifri@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : info.eurifri@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- Jeffrey Mankoff, « [Quelle sortie de crise pour la Russie ?](#) », *Russie.Nei.Visions*, n°48, mars 2010 ;
- Bobo Lo, « [La Russie, la Chine et les États-Unis : quel avenir pour ce triangle stratégique ?](#) », *Russie.Nei.Visions*, n° 47, février 2010 ;
- Timofeï Bordatchev, « [Géorgie, Obama, crise économique : quels impacts sur la relation Russie-UE ?](#) », *Russie.Nei.Visions*, n° 46, janvier 2010.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne via *Pearltrees* <www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/map/1_87829/>.

Auteur

Mark N. Katz est professeur de science politique à l'Université George Mason de Fairfax, aux États-Unis. Il est spécialiste de la politique étrangère russe, des relations internationales du Moyen-Orient et des mouvements révolutionnaires transnationaux. Il est diplômé en relations internationales à la *School of Advanced International Studies* de l'Université Johns Hopkins (1978) et est titulaire d'un doctorat de sciences politiques obtenu au Massachusetts Institute of Technology (MIT) (1982). Parmi ses récentes publications sur les relations de la Russie avec le Moyen-Orient : « Obama's Approach to Russia and Iran », *Middle East Papers*, n° 8, décembre 2009 ; « The Role of Iran and Afghanistan in US-Russian Relations », *Eurasianet*, mars 2009 ; « The Russian-Libyan Rapprochement : What has Moscow Gained ? », *Middle East Policy*, Vol. XV, n° 3, automne 2008 ; « Comparing Putin's and Brezhnev's Policies toward the Middle East », *Society*, vol. 45, n° 2, avril 2008. Mark N. Katz contribue régulièrement aux revues *Middle East Review of International Affairs*, *Middle East Policy* et *Problems of Post-Communism*.

Sommaire

RESUME.....	4
INTRODUCTION	5
LE CONCEPT DE « GRAND MOYEN-ORIENT » : QUEL SENS POUR LA RUSSIE ?.....	6
LA RUSSIE ET LE CONFLIT ISRAELO-ARABE : BONNES RELATIONS AVEC L'ENSEMBLE DES ACTEURS	8
TURQUIE, ARABIE SAOUDITE ET IRAK : PREOCCUPATIONS SECURITAIRES, COOPERATION ENERGETIQUE	11
Turquie : pipelines et Sud Caucase	11
Arabie saoudite : le nouvel ami de la Russie ?	12
Irak : pétrole et Al-Qaïda	13
IRAN : LA STRATEGIE COMPLEXE DE MOSCOU	16
AFGHANISTAN ET PAKISTAN : AU-DELA DU TRAUMATISME	18
LES PRODUCTEURS DE GAZ : A LA RECHERCHE D'UNE COOPERATION APPROFONDIE	20
LA POLITIQUE RUSSE AU GRAND MOYEN-ORIENT, EFFICACITE ET PERSPECTIVES.....	23

Résumé

La politique de la Russie à l'égard du Grand Moyen-Orient n'est ni agressive ni anti-occidentale ; elle est défensive et destinée avant tout à protéger les intérêts économiques russes, à coopérer avec les gouvernements de la région opposés au radicalisme sunnite et à s'attirer les faveurs du monde musulman après les campagnes d'Afghanistan (1979-1989) et de Tchétchénie (depuis 1994).

Introduction

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, les relations de la Russie avec les États-Unis et plusieurs pays européens sont devenues de plus en plus tendues. Divers dossiers les ont opposés, parmi lesquels l'élargissement de l'OTAN, le Kosovo, l'Ukraine, la Géorgie, la diplomatie gazière de la Russie, les projets américains de défense anti-missile en Europe de l'Est et les lacunes de la Russie en matière de démocratie et de protection des droits de l'homme. Au Moyen-Orient, la politique étrangère russe préoccupe les Occidentaux pour diverses raisons. Moscou maintient des liens étroits avec l'Iran, la Syrie, le Hamas et le Hezbollah, et envisagerait la création d'un cartel gazier avec l'Algérie, la Libye, le Qatar et l'Iran. En outre, dans des pays conservateurs et traditionnellement pro-occidentaux comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, les compagnies russes concurrencent activement les entreprises occidentales pour décrocher des contrats dans les secteurs des hydrocarbures et de l'armement.

Il serait erroné d'interpréter la politique de Moscou au Moyen-Orient comme partie intégrante d'une politique étrangère fondée avant tout sur la rivalité, voire l'hostilité à l'égard de l'Occident¹. Une analyse de son action au Moyen-Orient montre que, quels que soient ses différends avec l'Occident, Moscou ne conduit pas dans cette région une politique agressive et anti-occidentale, mais plutôt une politique défensive destinée à protéger ses intérêts économiques, à établir des coopérations avec les gouvernements qui s'opposent au radicalisme sunnite et à s'attirer la bienveillance du monde musulman.

Cet article examine la politique du Kremlin à l'égard des principaux pays et des dossiers clés dans la région du Grand Moyen-Orient² afin de comprendre dans quelle mesure cette politique est efficace depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et quelles sont ses perspectives pour les années à venir.

Traduit de l'anglais par Boris Samkov.

¹ Sur le fait que la Russie se considère en concurrence avec les États-Unis en Europe voir : R. D. Asmus, « Russia's "Sphere" in Europe », *Washington Post*, 26 décembre 2009, <www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/12/25/AR2009122501286.html>.

² La zone israélo-arabe, l'Irak, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Afghanistan et le Pakistan, ainsi que les principaux pays exportateurs de gaz de la région (l'Algérie, la Libye, le Qatar et, potentiellement, l'Iran).

Le concept de « Grand Moyen-Orient » : quel sens pour la Russie ?

Le concept de « Grand Moyen-Orient » a été forgé par l'ancien président américain George W. Bush, qui estimait que l'autoritarisme des dirigeants moyen-orientaux nourrissait l'islamisme, et en voyait dans cette région une terre pour la « promotion de la démocratie »³. Parallèlement, le régime de plus en plus autoritaire de V. Poutine n'a jamais partagé l'objectif de démocratisation du Grand Moyen-Orient cher à l'administration Bush. Les leaders russes ont, d'ailleurs, à plusieurs reprises fait part de leurs doutes sur la sincérité des intentions de Washington. Ainsi, en février 2007, le président Poutine a souligné la contradiction existant entre les appels américains à la démocratisation au Grand Moyen-Orient et le refus de la Maison Blanche de reconnaître la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes⁴.

Le plus souvent, la formule « Grand Moyen-Orient » est employée dans le discours de politique étrangère russe non pas pour présenter l'action de Moscou dans la région, mais pour commenter – généralement de façon critique – celle de Washington. Quant aux relations de la Russie avec le Moyen-Orient (de même qu'avec d'autres régions), elles sont essentiellement conçues sur une base bilatérale. Néanmoins, il est tout à fait justifié de parler d'une politique russe à l'égard du Grand Moyen-Orient, et cela pour deux raisons.

En premier lieu, l'effondrement de l'URSS en 1991 a ouvert les régions musulmanes de Russie à l'influence du reste du monde musulman, dont elles avaient été isolées à l'époque soviétique. Indépendamment des questions de démocratisation et de politique étrangère américaine, les régions musulmanes de l'ex-URSS – et les musulmans russes en général – subissent désormais l'influence des forces à l'œuvre dans le Grand Moyen-Orient. Selon Dmitri Trenin et Alekseï Malashenko du Centre Carnegie de Moscou, « le principal défi pour Moscou est de stabiliser les États post-soviétiques, qui

³ Par exemple, G. Bush a déclaré : « Nous avons décidé d'encourager les réformes et la démocratie dans le Grand Moyen-Orient, en tant qu'alternatives au fanatisme, au ressentiment et au terrorisme ». Voir « President Bush Reaffirms Resolve to War on Terror, Iraq and Afghanistan », 19 mars 2004, <<http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2004/03/20040319-3.html>>.

⁴ « Putin Opposed to Pitting Fatah, Hamas against One Another », Interfax, 10 février 2007.

demeurent faibles, tout en élaborant un *modus vivendi* acceptable avec un monde musulman de plus en plus turbulent au-delà des anciennes frontières soviétiques. D'autres facteurs compliquent la tâche de la Russie, de la guerre d'Irak de 2003 et ses conséquences au conflit israélo-palestinien, sans oublier les développements du dossier iranien »⁵.

En second lieu, le discours de politique étrangère russe se réfère souvent à la menace globale de l'islamisme radical, y compris lorsqu'il se focalise sur les relations bilatérales de Moscou avec les pays de la région. Moscou partage cette préoccupation avec de nombreux gouvernements de la région. Il arrive que les décideurs russes abordent explicitement la façon dont les éléments islamistes du Grand Moyen-Orient affectent le Caucase du Nord ou l'Asie centrale.

Par conséquent, indépendamment de l'emploi de cette expression par l'administration Bush, le Grand Moyen-Orient est un concept pertinent pour analyser la politique étrangère russe⁶.

⁵ D. Trenin et A. Malashenko, *Russia's Restless Frontier : The Chechnya Factor in Post-Soviet Russia*, Washington DC, Carnegie Endowment for International Peace, 2004, p. 165.

⁶ Sur la façon dont les politiques de Moscou au Caucase, en Asie centrale, en Afghanistan, en Iran, en Turquie, en Israël et à l'égard des pays arabes étaient liées entre elles avant le 11 septembre 2001, voir M.N. Katz, « Post-Soviet Russian Foreign Policy toward the Middle East », *Soviet and Post-Soviet Review*, vol. 23, n° 2, 1996, p. 229-246.

La Russie et le conflit israélo-arabe : bonnes relations avec l'ensemble des acteurs

Les gouvernements américain et israélien se montrent inquiets de la reprise de la coopération militaro-technique russo-syrienne depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir et du développement de relations amicales entre Moscou et les mouvements islamistes du Hamas et du Hezbollah. Toutefois, la Russie a parallèlement établi des relations cordiales avec la Jordanie (où V. Poutine s'est rendu en visite officielle en 2007), l'Égypte (visitée en 2005), le gouvernement libanais, le Fatah (opposé au Hamas en Palestine) et même avec Israël (où Poutine s'est rendu en 2005 en promettant de revenir en 2010)⁷.

Le rapprochement russo-israélien des années 2000 a constitué un développement assez surprenant au regard du traditionnel tropisme pro-arabe de la diplomatie russe. La volonté de Moscou de resserrer ses liens avec l'État hébreu peut s'expliquer par la croissance des échanges commerciaux (passés de 867 millions de dollars en 1995 à 2,769 milliards de dollars en 2008)⁸, l'assistance d'Israël en matière de sécurité⁹, ainsi que l'emploi de technologies israéliennes dans la fabrication d'armements russes destinés à l'exportation. Enfin, plus d'un million de russophones vivent aujourd'hui en Israël, contribuant ainsi au développement des contacts humains entre les deux pays. Le gouvernement israélien a cherché à accroître ces liens en 2008, en supprimant l'obligation de

⁷ Pour une évaluation positive des relations russo-israéliennes (sans masquer leurs divergences) parue dans le journal du ministère russe des Affaires étrangères, voir V. Vorobiev, « The Herzliya Conference in Jerusalem », *International Affairs* (Moscou), vol. 54, n° 4, 2008, p. 76-86.

⁸ Service fédéral des statistiques russes, <www.gks.ru/bgd/regl/b09_12/lssWWW.exe/stg/d02/26-05.htm>. En comparaison, les échanges commerciaux de la Russie avec l'intégralité du monde arabe se seraient élevés à 8 milliards de dollars en 2009. A. Ferris-Rotman, « Russia Courts Arab Investment, Lures Trade », Reuters, 4 juin 2009, <www.reuters.com/article/idUSL467450920090604>.

⁹ Cette assistance a augmenté en 2009 quand Tel-Aviv a accepté de vendre de drones à Moscou pour un montant de 50 millions de dollars. Cf. « UAV Sale Marks a New Milestone in Russian-Israeli Defense Relations », *Defense Update*, 13 avril 2009, <http://defense-update.com/features/2009/april/israeli_russian_uav_130409.html>.

visa pour les touristes russes¹⁰. Dès 2008, 356 000 visiteurs en provenance de Russie se sont rendus en Israël. En octobre 2009, pour la première fois, le nombre de Russes qui ont visité Israël a dépassé celui des Américains (58 000 contre 49 000)¹¹.

Désormais, la Russie entretient de bonnes relations avec les principaux acteurs du conflit israélo-arabe, qu'ils soient pro ou anti-occidentaux. Certes, Israël a mal réagi à la vente de missiles russes à la Syrie¹², car de l'avis du gouvernement israélien, Damas fournit (ou pourrait fournir) certains de ces missiles au Hezbollah. Tel-Aviv regrette également que Moscou ait des relations amicales avec le Hamas. La Syrie, le Hezbollah et le Hamas, pour leur part, sont mécontents de la proximité russo-israélienne. Cependant, l'animosité réciproque des acteurs moyen-orientaux n'a poussé aucun d'entre eux à rompre ses relations avec la Russie ou à se distancier d'elle à cause des liens qu'elle entretient avec son (ses) adversaire(s)¹³.

La Russie souhaite aussi jouer un rôle actif dans le processus de paix israélo-arabe, son implication étant perçue comme une preuve de son statut de grande puissance. Son engagement semble aussi destiné à montrer sa bonne volonté à sa propre population musulmane. Cependant, il faut reconnaître que la Russie n'a aucune capacité réelle d'imposer ou de convaincre les parties à faire les concessions nécessaires pour un accord de paix. En dépit de son soutien verbal, Moscou n'accorde à l'Autorité palestinienne qu'une aide financière très modeste par rapport à celles de l'UE, des États-Unis ou des riches pays arabes.

La Russie ne semble ni ambitionner ni être en mesure d'exercer une influence sur les alliés américains de la zone arabo-israélienne. Le Kremlin a même clairement indiqué qu'il n'avait pas l'intention d'aider les forces anti-occidentales de la région à s'opposer aux éléments pro-occidentaux. Cependant, il est crucial pour Moscou d'entretenir de bonnes relations avec l'ensemble des acteurs clés : Israël, l'Égypte, la Jordanie, la Syrie et le Liban ont tous des gouvernements séculiers qui luttent contre des groupuscules islamistes actifs sur leur territoire. Le Fatah (le mouvement national palestinien) en fait de même. Moscou bénéficie des efforts de ces acteurs visant à empêcher l'arrivée au pouvoir de régimes islamistes

¹⁰ « Tourism in Israel 2008 », Central Bureau of Statistics, Israël, novembre 2009, <www1.cbs.gov.il/www/statistical/touris2008e.pdf>.

¹¹ D. Sadeh, « Russia Surpasses US in Number of Tourists to Israel », 22 novembre 2009, <www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3808089,00.html>

¹² Début 2005, après de vives objections de la part d'Israël, Poutine a rejeté la demande syrienne d'acheter des missiles « Iskander ». D'une portée de 280 kilomètres, ceux-ci auraient pu frapper des cibles situées en profondeur sur le territoire israélien. Cependant, cette même année, Moscou a vendu des systèmes de missiles sol-air Iglâ à la Syrie. Depuis, Damas cherche à acheter des S-300 à Moscou. « Syria Profile : Missile Overview », Nuclear Threat Initiative, novembre 2008, <www.nti.org/e_research/profiles/Syria/Missile/index.html>. Moscou a récemment signé un contrat avec la Syrie pour la vente du nouveau système de missiles sol-air Pantsyr S1. « Russia Supplies Pantsyr S1 to UAE, Signs Contract with Syria », Interfax, 16 novembre 2009.

¹³ R. Oliphant, « Middle Eastern Promise », *Russia Profile*, 10 décembre 2009.

susceptibles de soutenir des éléments radicaux à l'intérieur de la Russie et de l'ex-URSS.

Le maintien de relations amicales avec le Hamas et le Hezbollah sert aussi les intérêts de la Russie. Premièrement, ces deux organisations bénéficient d'un large soutien parmi les musulmans du Moyen-Orient et au-delà. Deuxièmement, leurs objectifs se limitent respectivement à la Palestine et au Liban ; elles ne semblent guère s'intéresser au sort des musulmans de Russie. Des délégations du Hamas ont été reçues au Kremlin, et le mouvement islamiste a salué la reconnaissance par la Russie des indépendances de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud en août 2008¹⁴. Enfin, pour justifier le maintien des liens avec ces deux groupes, Moscou invoque leurs succès électoraux¹⁵. Au final, ces liens amicaux ont pour effet de maintenir la Tchétchénie et le Caucase du Nord loin des préoccupations de ces deux mouvements islamistes et de l'opinion publique musulmane en général.

¹⁴ I. Simic, « Russian Recognition of South Ossetia and Abkhazia : New Political Reality », *Pravda.ru*, 29 août 2008, <http://english.pravda.ru/opinion/columnists/29-08-2008/106242-South_Ossetia_Abkhazia-0>.

¹⁵ « Russia Maintaining Contacts with Hamas, Hezbollah », Interfax, 7 décembre 2006.

Turquie, Arabie saoudite et Irak : préoccupations sécuritaires, coopération énergétique

Turquie : pipelines et Caucase du Sud

Dans les années 1990, les relations russo-turques, au beau fixe sur le plan économique, étaient marquées par une suspicion réciproque sur le plan politique. Dans les années 2000, elles se sont notablement réchauffées tandis que le niveau des échanges économiques s'est considérablement accru. Cette amélioration s'explique par plusieurs facteurs : les craintes sécuritaires réciproques se sont estompées ; les deux pays ressentent une frustration similaire concernant leurs rapports avec les États-Unis et l'UE ; enfin, leurs politiques sud-caucasiennes font preuve d'une convergence croissante¹⁶. Ces tendances se sont accentuées en 2009-2010.

Moscou apprécie particulièrement l'augmentation de ses échanges commerciaux avec la Turquie. Depuis janvier 2010, ces échanges dépassent ceux avec les États-Unis ou le Royaume-Uni¹⁷. Le commerce russo-turc a crû d'une façon spectaculaire, passant de 2,2 milliards de dollars en 1995 à 33,8 milliards de dollars en 2008¹⁸.

En 2009, la Turquie a intensifié sa politique de rapprochement avec l'Arménie, malgré les objections de l'Azerbaïdjan¹⁹. Si la Turquie n'a pas reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, des entreprises turques semblent déjà mener un commerce relativement actif avec l'Abkhazie. En outre, Ankara a autorisé le président abkhaze à se rendre en Turquie, au mécontentement de la Géorgie. Le réchauffement des relations turco-arméniennes pourrait représenter une ouverture économique importante pour Erevan, alliée

¹⁶ L. Yanik, « Allies or Partners ? An Appraisal of Turkey's Ties to Russia, 1991-2007 », *East European Quarterly*, vol. 41, n° 3, septembre 2007, p. 349-370.

¹⁷ « Russia's Trade with Turkey Bigger than with US and UK », Interfax, 13 janvier 2010.

¹⁸ « Foreign Trade of the Russian Federation with Far Abroad Countries », Russian Federal State Statistics Service, <www.gks.ru/bgd/regl/b09_12/lssWWW.exe/stg/d02/26-05.htm>.

¹⁹ Rappelons que les sympathies pro-azerbaïdjanaises de la Turquie dans le conflit du Haut-Karabakh l'avaient conduite à fermer sa frontière avec l'Arménie en 1993. S. Markedonov, « Azerbaijani-Turkish Relations : New Agenda », <www.poliitcom.ru>, 29 octobre 2009.

de Moscou. Les échanges de la Turquie avec l'Abkhazie apparaissent plus importants pour le développement de cette région qu'une reconnaissance officielle par des pays comme le Nicaragua, le Venezuela ou la République de Nauru. La détérioration des relations entre la Turquie et la Géorgie (soutenue par Washington) qui en résulte ne déplaît pas à la Russie.

Moscou voit également la Turquie, et en particulier son armée, comme un rempart contre l'extrémisme islamique. Cependant, Moscou ne fait rien pour inciter Ankara à s'éloigner des États-Unis et de l'UE, et ne s'attend d'ailleurs pas à une telle éventualité²⁰.

Arabie saoudite : nouvel ami de la Russie ?

Depuis 2003, les relations russo-saoudiennes se sont nettement améliorées. Des visites de haut niveau se sont succédées, notamment celle du prince héritier Abdallah à Moscou en septembre 2003 et celle de Vladimir Poutine, alors président, à Riyad en février 2007. Le Royaume a même accueilli à plusieurs reprises le président tchétchène, Ramzan Kadyrov, soutenu par le Kremlin. En outre, LUKoil et certaines autres sociétés russes opèrent désormais en Arabie saoudite. Les échanges commerciaux russo-saoudiens sont passés d'un niveau négligeable avant 1990 à 336,8 millions d'euros en 2008²¹. Par ailleurs, Riyad pourrait bientôt acquérir des armes auprès de la Russie²².

Pourtant, le réchauffement des relations russo-saoudiennes a pris du temps. Malgré une petite amélioration au début des années 1990, les liens bilatéraux se sont de nouveau détériorés au milieu de cette décennie. Riyad s'inquiétait des ventes d'armes russes et du soutien de Moscou au programme atomique iranien, tandis que les dirigeants et les experts russes ont ouvertement accusé l'Arabie saoudite de soutenir les rebelles tchétchènes et de vouloir répandre le « wahhabisme » dans l'espace postsoviétique. De plus, les deux pays se faisaient concurrence dans le domaine pétrolier : la Russie désirait accroître sa production et ses exportations, alors que l'Arabie saoudite souhaitait que Moscou rejoigne l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et se plie aux quotas de productions du cartel. Les Saoudiens estimaient que la Russie se comportait comme un « resquilleur » (*free rider*) puisqu'elle bénéficiait des prix du pétrole élevés générés

²⁰ V. Dubnov, « The Turkish Safe Bet », <www.gazeta.ru>, 18 janvier 2010.

²¹ J. Sfakianakis, « Saudi-Russian Trade Relations : The Energy Giants », SABB Notes, 20 novembre 2007, p. 2-3, <www.sabb.com/Attachments/Publications/SABB-Saudi-Russian-Trade-Relations.pdf> ; et « EU Bilateral Trade with the World : Russia », *EU DG Trade*, 22 septembre 2009, p. 6, <http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc_113440.pdf>.

²² M.N. Katz, « Saudi-Russian Relations since the Abdullah-Putin Summit », *Middle East Policy*, vol. 14, n° 4, hiver 2007, p. 152-157.

par la politique de limitation volontaire de la production menée par l'OPEP, sans réduire la sienne.

Les relations russo-saoudiennes se sont tendues à la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Pour le président Poutine, le 11 septembre a non seulement été l'occasion d'améliorer les rapports russo-américains mais, également, de convaincre les Américains qu'ils étaient engagés dans une lutte commune avec la Russie contre les terroristes sunnites, dont Moscou laissait entendre qu'ils étaient soutenus par l'Arabie saoudite. Cependant, en 2003, les relations russo-américaines et américano-saoudiennes se sont détériorées à cause de l'intervention conduite par les États-Unis en Irak, à laquelle la Russie et l'Arabie saoudite s'opposaient. C'est dans ce contexte que les relations russo-saoudiennes se sont améliorées. Le réchauffement a culminé avec la visite du prince héritier Abdallah à Moscou la même année.

L'un des éléments qui ont le plus contribué à l'amélioration des relations russo-saoudiennes a été le virage opéré par Riyad sur la question tchétchène. Après avoir, pendant des années, critiqué la politique russe à l'égard de la Tchétchénie, l'Arabie saoudite s'est mise à la soutenir, notamment après les attaques lancées sur son territoire par Al-Qaïda en 2003. Moscou et Riyad se sont mutuellement reconnus comme alliés face à un ennemi commun : l'islamisme radical. La montée rapide des prix du pétrole tout au long de la décennie 2000 a également contribué à apaiser les tensions bilatérales au sujet du niveau de production pétrolière de la Russie²³.

Malgré les discussions sur d'éventuelles acquisitions d'armes, les Saoudiens ne se font guère d'illusions quant à la capacité de la Russie à remplacer les États-Unis dans le rôle de principal protecteur du Royaume. Même si les relations russo-américaines se sont considérablement dégradées, Moscou reconnaît que la proximité américano-saoudienne en matière de sécurité lui est bénéfique. La Russie n'est tout simplement pas en mesure de défendre seule le Royaume et les intérêts économiques croissants qu'elle y possède. Moscou a aussi conscience que si le régime saoudien actuel venait à être remplacé par un régime islamiste radical, ce dernier serait autant hostile à son égard que vis-à-vis de l'Occident. Par conséquent, quels que soient ses différends avec les États-Unis, la Russie a intérêt à la préservation du *statu quo* dans ses relations avec l'Arabie saoudite.

Irak : pétrole et Al-Qaïda

Comme de nombreux autres pays, la Russie s'est initialement opposée à l'intervention américaine en Irak. Depuis qu'il est devenu

²³ Les prix du pétrole ont connu une baisse importante pendant plusieurs mois à partir de la mi-2008, avant de remonter à un niveau suffisamment élevé qui a permis d'éviter les frictions entre Riyad et Moscou au sujet des niveaux de production de la Russie.

clair que les États-Unis peinent à atteindre leurs buts politiques et militaires en Irak, la diplomatie russe est davantage axée sur la défense de ses intérêts commerciaux et la prévention de la menace extrémiste sunnite que sur la contestation de la présence américaine en Irak.

Malgré l'approbation par Moscou des sanctions imposées par le Conseil de Sécurité de l'ONU après l'invasion du Koweït en 1990, les sociétés russes ont largement aidé Saddam Hussein à contourner ces sanctions jusqu'à la chute de son régime pour obtenir des concessions pétrolières dans le pays. De nombreux accords ont été discutés, mais un seul a été signé : en 1997, LUKoil s'est engagé à développer le vaste gisement pétrolier de West Qurna-2.

Cependant, S. Hussein a annulé ce contrat à la fin 2002, après avoir découvert que LUKoil cherchait à obtenir auprès des Américains l'assurance que ce contrat serait honoré après sa chute. LUKoil et le gouvernement russe ont contesté l'annulation du contrat. Malgré l'annulation, par Moscou, de la dette irakienne contractée à l'époque de S. Hussein, ni les autorités d'occupation américaines ni le gouvernement irakien post-Saddam n'ont accepté d'honorer le contrat de 1997. En décembre 2009, LUKoil (avec Statoil comme partenaire minoritaire) a remporté un nouvel appel d'offres sur le développement de West Qurna-2, dont les réserves sont estimées à environ 13 milliards de barils. Gazprom Neft a pour sa part remporté un contrat de développement du champ de Badra, dont les réserves sont estimées à 2 milliards de barils²⁴. Au final, la Russie a obtenu la part qu'elle souhaitait depuis longtemps dans le secteur pétrolier irakien, et espère encore augmenter sa présence dans ce secteur.

Moscou a commencé à s'inquiéter de l'action des radicaux sunnites en Irak en juin 2006, quand des djihadistes liés à Al-Qaïda ont kidnappé cinq citoyens russes travaillant à l'ambassade de Russie à Bagdad. Les otages ont été abattus après le refus de Moscou de retirer ses troupes de Tchétchénie sous un délai de 48 heures, comme l'exigeaient les ravisseurs. Al-Qaïda se sent suffisamment concernée par le sort des Tchétchènes en Russie pour entreprendre des actions dirigées contre elle²⁵. Certains analystes russes ont prévenu qu'Al-Qaïda en Irak et ses alliés pourraient cibler la Russie après le départ des troupes américaines²⁶.

Par conséquent, la Russie compte désormais sur le gouvernement soutenu par les Américains pour protéger ses intérêts économiques en Irak et contenir les forces sunnites radicales susceptibles d'appuyer l'opposition islamiste en Russie. Les

²⁴ A. Anishyuk, « LUKoil Snaps Up Coveted Iraqi Field » *Moscow Times*, 14 décembre 2009, <www.themoscowtimes.com/news/article/lucoil-snaps-up-coveted-iraqi-field/391372.html>.

²⁵ M.N. Katz, « Russian Hostages in Iraq », *United Press International*, 24 juin 2006, <www.upi.com/Business_News/Security-Industry/2006/06/24/Policy-Watch-Russian-hostages-in-Iraq/UPI-94091151130780/>.

²⁶ Voir, par exemple, M. Yusin, « Now that the Americans Are There, They Should Stay », *Izvestiya*, 13 mars 2007, p. 5.

entreprises russes opèrent par ailleurs dans le Kurdistan irakien, où Moscou a ouvert un consulat²⁷. Même l'ancien Premier ministre russe Evgueni Primakov a publiquement admis, en décembre 2009, redouter les conséquences du retrait des troupes américaines sur la stabilité de l'Irak²⁸.

²⁷ « Russia Is Arriving in Iraqi Kurdistan », *Vremya Novostei*, 24 novembre 2007.

²⁸ « American Troop Withdrawal from Iraq Will Not Lead to Stabilization in that Country-Primakov », RIA Novosti, 31 décembre 2009.

Iran : la complexe stratégie de Moscou

Les États-Unis et la troïka européenne²⁹ regrettent le manque de coopération de la Russie sur l'imposition de nouvelles sanctions à l'encontre de l'Iran. Téhéran refuse de se plier aux exigences de la communauté internationale concernant son programme nucléaire militaire. Malgré les démentis de Moscou, de nombreux responsables occidentaux considèrent que l'assistance de la Russie au programme nucléaire de l'Iran et ses ventes de missiles accroissent fortement la capacité de la République islamique à développer un arsenal nucléaire. Comme Pékin, Moscou soutient plutôt le principe de sanctions limitées de l'ONU à l'encontre de l'Iran pour son manque de coopération avec les procédures de vérification de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)³⁰.

La position ambivalente de Moscou sur le dossier iranien s'explique par son désir de maintenir des relations substantielles avec Téhéran et d'y conserver sa présence économique. En effet, l'Iran est un acheteur important d'armes et de technologie nucléaire russes. Les échanges commerciaux russo-iraniens sont passés de 276 millions de dollars en 1995 à 3,715 milliards de dollars en 2008³¹. Les sociétés russes investissent dans le pétrole iranien et cherchent activement à augmenter leur présence dans ce secteur. Par ailleurs, même s'il est dirigé par un régime islamique révolutionnaire, l'Iran ne soutient pas les rebellions islamistes et indépendantistes dans le Caucase du Nord, y compris en Tchétchénie³². La Russie et l'Iran sont tous les deux vulnérables au séparatisme. Ils s'y sont toujours opposés jusqu'à la guerre russo-géorgienne de 2008, à l'issue de

²⁹ Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.

³⁰ « Russia Concerned by Iran Nuclear Plans », Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL), 30 novembre 2009, <www.rferl.org/content/Russia_Concerned_By_Iran_Nuclear_Plans/1891176.html>, et « Powers Warn Iran of New Sanctions », RFE/RL, 10 décembre 2009, <www.rferl.org/content/Russia_Renews_Support_For_Diplomatic_Solution_On_Iran_Nuclear_Program/1900774.html>.

³¹ « Foreign Trade of the Russian Federation with Far Abroad Countries », Russian Federal State Statistics Service, <www.gks.ru/bgd/regl/b09_12/lssWWW.exe/stg/d02/26-05.htm>.

³² M. Malek, « Russia, Iran, and the Conflict in Chechnya », *Caucasian Review of International Affairs*, vol. 2, n° 1, hiver 2008, p. 25-34, <http://cria-online.org/2_4.html>.

laquelle Moscou a reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ce que Téhéran a ostensiblement refusé de faire³³.

Il existe d'autres divergences notables entre la Russie et l'Iran. Depuis l'effondrement de l'URSS, la Russie, l'Iran et les autres États riverains de la mer Caspienne (Azerbaïdjan, Kazakhstan et Turkménistan) ne parviennent pas à un accord sur le partage des eaux territoriales. Téhéran est mécontent du fait que Moscou n'a toujours pas achevé la construction du réacteur nucléaire de Bouchehr (initialement promis pour 1999) ni livré le système de défense antimissile S-300 (dont la vente a suscité la colère d'Israël). Moscou, pour sa part, s'irrite du refus de Téhéran d'enrichir l'uranium nécessaire à son programme nucléaire civil en Russie. Cependant, malgré ces différends, la Russie et l'Iran ont jusqu'à présent su maintenir de bonnes relations. Moscou a remarqué le fort sentiment anti-russe exprimé par le « Mouvement Vert » qui a contesté la réélection de Mahmoud Ahmadinejad en juin 2009. La Russie comprend que sa proximité avec l'Iran dépend du destin de Khamenei et d'Ahmadinejad.

Pour ces raisons, la Russie se montre réticente à suivre les positions des États-Unis et de l'UE au sujet de nouvelles sanctions sur l'Iran. Le Kremlin n'a pourtant pas intérêt à un Iran nucléarisé, au risque de se l'aliéner ou de favoriser l'adoption d'une ligne anti-russe par le régime islamique. L'hostilité croissante de l'Iran à l'égard de la Russie pourrait avoir des conséquences négatives pour Moscou : les échanges commerciaux se détérioreraient ; l'Iran pourrait soutenir les mouvements islamistes en Russie et dans l'espace post-soviétique. Enfin, un Iran nucléaire pourrait avoir la Russie en ligne de mire.

³³ Pour une analyse critique de la politique russe en Géorgie « Russians Are the Big Losers of Georgia War », *Abrar*, (Téhéran), 8 septembre 2008.

Afghanistan et Pakistan : au-delà du traumatisme

Peu après le 11 septembre, la coalition conduite par les Américains en Afghanistan est parvenue à renverser rapidement le régime taliban. Des bases militaires ont été installées en Asie centrale. Les commentateurs russes se sont inquiétés de cette nouvelle donne, craignant que l'Amérique n'accroisse son influence dans la région au détriment de Moscou. À l'instigation de la Russie, le sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai de 2005 a appelé les États-Unis et leurs alliés à déterminer la date à laquelle ils quitteraient leurs bases centre-asiatiques³⁴. C'est également depuis cette date que la coalition éprouve des difficultés croissantes sur le terrain afghan. Certains Russes ont alors prédit aux Américains et leurs alliés un sort semblable à celui que l'armée soviétique avait connu dans ce pays entre 1979 et 1989³⁵.

Cependant, depuis 2009, Moscou craint que l'administration Obama et les alliés européens des États-Unis finissent tôt ou tard par opérer un retrait d'Afghanistan, laissant la Russie seule face à la menace du mouvement taliban. Par conséquent, Moscou s'est efforcée de faciliter le maintien de la présence militaire des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan, notamment en acceptant le transfert d'équipements militaires par son territoire³⁶. La présence économique de la Russie en Afghanistan a également augmenté, les échanges bilatéraux passant de 30,9 millions de dollars en 1995 à 187,8 millions de dollars en 2008³⁷.

Alors que l'administration Bush a largement aidé Hamid Karzaï à accéder à la présidence de l'Afghanistan, l'administration Obama s'est éloignée du chef de l'État afghan et a clairement laissé entendre que le haut niveau de corruption de son régime représentait un obstacle majeur au succès des efforts militaires américains. Les liens entre le gouvernement Karzaï et Washington ont commencé à

³⁴ « SCO Calls for Deadline on US Presence in Central Asia », RFE / RL, 5 juillet 2005, <www.rferl.org/content/article/1059693.html>.

³⁵ « Coalition Repeats Soviet Troops' Mistakes in Afghanistan », Interfax, 24 décembre 2009.

³⁶ A. Kuchins et T. Sanderson, *The Northern Distribution Network and Afghanistan: Geopolitical Challenges and Opportunities*, CSIS, janvier 2010, p. 2-7, <http://csis.org/files/publication/091229_Kuchins_NDNandAfghan_Web.pdf>.

³⁷ « Foreign Trade of the Russian Federation with Far Abroad Countries », Russian Federal State Statistics Service, <www.gks.ru/bgd/regl/b09_12/IssWWW.exe/stg/d02/26-05.htm>.

se détériorer. Les troupes de la coalition pourraient quitter le pays à la mi-2011. Moscou a alors fait part de son soutien à Karzaï³⁸. Aux yeux du Kremlin, la corruption du régime afghan n'est visiblement pas un obstacle à de bonnes relations. La Russie soutient la position des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan, tout en cherchant à se différencier des Occidentaux d'une façon qui, elle l'espère, plaira au gouvernement Karzaï. D'après un rapport publié par la *Nezavisimaja Gazeta*, ce rapprochement s'est déjà amorcé³⁹.

Moscou a longtemps maintenu des relations tendues avec le Pakistan. Pendant la guerre froide, la proximité du Pakistan avec les États-Unis et la Chine, la densité de la relation entre l'Union soviétique et l'Inde (le principal rival du Pakistan), et le soutien pakistanais aux rebelles moudjahidines lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, ont rendu la relation bilatérale très complexe. Après la perte d'intérêt des États-Unis et de l'Europe pour l'Afghanistan à la suite du retrait soviétique, le Pakistan a maintenu une présence en Afghanistan et a soutenu les Talibans – une politique que Moscou a considérée comme une menace. D'ailleurs, la Russie avait commencé à soutenir les forces anti-Talibans dans le nord de l'Afghanistan bien avant les États-Unis et l'OTAN après le 11 Septembre.

Peu après le 11 septembre 2001, le Pakistan a coupé les liens avec les Talibans et a offert son soutien aux opérations de la Coalition en Afghanistan. Pourtant, Moscou a continué de déplorer la présence persistante des Talibans en Afghanistan et l'incapacité – ou l'absence de volonté – apparente du Pakistan à les défaire. Les relations russo-pakistanaïses ont cependant progressé depuis l'arrivée au pouvoir de Poutine⁴⁰. Ce réchauffement est dû en partie à l'amélioration des relations indo-américaines, dont l'évolution n'a réjoui ni Moscou ni Islamabad. Sous Poutine, la Russie a également vendu des armes au Pakistan. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont passés de 47,6 millions de dollars en 1995 à 615 millions de dollars en 2008. Si Moscou vend des armes au Pakistan et cherche à avoir des relations amicales avec ce pays, ce n'est pas seulement pour des raisons commerciales, mais aussi pour empêcher les Talibans de s'en prendre directement aux intérêts russes.

³⁸ L'ambassadeur russe en Afghanistan a déclaré en décembre 2009 : « Bon nombre de vos amis devront finir par repartir, car ils sont venus de loin pour vous aider. Mais quand ils partiront, nous resterons ». « Envoy Says Russia Seeks Greater Role in Afghanistan » *RFE/RL*, 24 décembre 2009, <www.rferl.org/content/Envoy_Says_Russia_Seeks_Greater_Role_In_Afghanistan/1913042.html>.

³⁹ V. Skosyrev, « Karzaï Wants to Reduce Dependence on the United States », *Nezavisimaya gazeta*, 31 janvier 2009.

⁴⁰ « Pakistan Interested in Military Cooperation with Russia », *Interfax*, 23 juin 2009; « Trade Between Russia, Pakistan Growing Even During Crisis », *Interfax*, 30 Juillet 2009.

Les producteurs de gaz : à la recherche d'une coopération approfondie

Beaucoup, en Europe comme aux États-Unis, acceptent mal la dépendance croissante des pays européens à l'égard du gaz naturel russe, et craignent que Moscou ne tire un avantage politique de la situation. Ces craintes sont alimentées par plusieurs facteurs :

- les coupures d'approvisionnement de gaz infligées par la Russie à l'Ukraine et à la Biélorussie (pays de transit pour le gaz russe vers l'UE) ;
- les projets de construction des gazoducs russes *Nord Stream* et *South Stream*, dont le tracé contournera l'Ukraine, la Biélorussie, la Pologne et d'autres pays est-européens avec lesquels la Russie a des relations tendues ;
- la coopération de la Russie avec d'autres pays exportateurs de gaz, en particulier l'Iran, le Qatar, l'Algérie et la Libye, pour consolider le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG). Cette organisation, redoutée de nombreux observateurs, pourrait fonctionner comme un cartel comparable à l'OPEP et fixer des prix élevés ;
- l'agressivité de Gazprom pour participer à l'exploitation des projets gaziers du Moyen-Orient et pour obtenir les contrats d'acheminement du gaz en provenance de cette région vers l'Europe. Certains y décèlent une volonté de contrôler l'ensemble des approvisionnements de gaz de l'UE.

La situation est cependant très différente vue de Moscou. Premièrement, la production de gaz russe est en baisse. Deuxièmement le Turkménistan diversifie ses exportations vers la Chine et l'Iran⁴¹. Enfin, l'Europe elle-même a découvert récemment une nouvelle source de gaz (le gaz de schistes) ce qui contribue aussi à la réduction de sa demande globale en gaz⁴². Les coupures

⁴¹ Traditionnellement, la Russie achetait la plus grande partie de la production de gaz turkmène, soit pour la réexporter vers l'Europe soit pour sa consommation intérieure.

⁴² Pour un tableau cohérent de la situation russo-européenne en matière de gaz, voir U. Ellemann-Jensen, « Defusing Russia's Energy Weapon », *Moscow Times*, 16 décembre 2009, <www.themoscowtimes.com/opinion/article/defusing-russias-energy-weapon/396225.html>. Voir également « Bubbling Under : The Hunt for Shale Gas in Europe », *Economist*, 5 décembre 2009, p. 75 ; et A. Anishyuk, « Turkmens Start Gas Supplies to China », *Moscow Times*, 15 décembre 2009,

de gaz russe à l'Ukraine et à la Biélorussie, de même que les efforts visant à construire des gazoducs les contournant, n'ont pas pour but de contrôler ces pays : ils visent à empêcher ces deux États pauvres de forcer Moscou à leur vendre son gaz à des prix inférieurs au marché. Minsk et Kiev pourraient y parvenir en faisant valoir leur capacité à siphonner le gaz transitant par leur territoire et destiné au marché européen, plus lucratif pour la Russie.

C'est dans ce contexte qu'il faut examiner la politique de Moscou à l'égard des exportateurs de gaz du Moyen-Orient (tant au niveau bilatéral qu'à travers le FPEG). Certains observateurs voient dans la volonté de Gazprom d'accéder aux réserves de gaz du Moyen-Orient une tentative de dominer toutes les importations de gaz de l'Europe. Ces efforts viseraient aussi à compenser, pour Gazprom, la baisse de la production russe⁴³. Pour certains experts, la volonté de la Russie de prendre des parts dans les gazoducs reliant l'Algérie ou la Libye à l'Europe prouve qu'elle souhaite avoir la mainmise sur la quantité et le prix du gaz importé par Europe. Cependant, ces investissements sont comparables à ceux des principales compagnies pétrolières occidentales⁴⁴. Finalement, même si la Russie a appelé au renforcement du FPEG, Moscou a clairement expliqué qu'elle n'entendait pas se comporter comme un *swing producer* qui réduit volontairement sa production pour maintenir les prix élevés, comme le fait l'Arabie saoudite au sein de l'OPEP.

Pour que la Russie contrôle l'approvisionnement de l'Europe en gaz du Moyen-Orient, il faudrait qu'elle puisse compter sur la coopération active de l'ensemble des principaux producteurs de gaz moyen-orientaux (l'Iran, le Qatar, l'Algérie et la Libye). Il est difficilement imaginable qu'un seul de ces États accepte de laisser au Kremlin le contrôle sur la quantité et le prix du gaz vendu à l'Europe. Certains observateurs occidentaux croient en un tel scénario, mais rares sont ceux qui partagent cette opinion en Russie. En effet, Moscou voit les producteurs de gaz moyen-orientaux moins comme des partenaires que comme des concurrents qui pourraient lui prendre sa part du marché gazier, non seulement en Europe

www.themoscowtimes.com/business/article/turkmens-start-gas-supplies-to-china/396187.html.

⁴³ Sur les problèmes de production de gaz en Russie (et leurs conséquences), voir R. Kupchinsky, « As Russian Production Drops, Poland Turns to Qatari LNG », Jamestown Foundation Blog, 2 juillet 2009,

<http://jamestownfoundation.blogspot.com/2009/07/as-russian-gas-production-drops-poland.html> ; « US Passes Russia as Top Gas Producer », www.upstream.com, 12 janvier 2010, www.upstreamonline.com/live/article203335.ece. Sur les efforts de Gazprom visant à obtenir des parts dans des projets gaziers au Moyen-Orient et en Afrique, voir « Gazprom Interested in Swap Operations with Algerian Partners », Interfax, 10 mars 2006 ; « Gazprom, Qatar Petroleum Co. May Launch Joint Energy Projects », ITAR-TASS, 24 avril 2008 ; « Russia's Gazprom, Iran's Deputy Minister Discuss Gas Cooperation », Interfax, 13 janvier 2010.

⁴⁴ Sur les projets de pipelines de Gazprom en-dehors de l'ex-URSS, voir « Gazprom Interested in Proposal to Build Another Gas Pipeline from Libya to Europe », Interfax, 11 juillet 2008 ; « Gazprom Linked Iran and Qatar », *Kommersant*, 12 novembre 2008.

occidentale mais aussi en Europe de l'Est. En outre, quand les exportateurs régionaux affirment qu'ils sont prêts à coopérer avec la Russie, ces déclarations peuvent ne pas refléter leurs véritables intentions et relever, en réalité, d'une stratégie visant à arracher des concessions aux gouvernements et aux géants pétroliers occidentaux⁴⁵.

⁴⁵ Pour plus de détails sur les relations de la Russie avec les principaux producteurs de gaz du Moyen-Orient, M.N. Katz, « Russia and Algeria: Partners or Competitors ? » *Middle East Policy*, vol. 14, n° 4, hiver 2007, p. 152-157 ; M.N. Katz, « Russia and Qatar », *Middle East Review of International Affairs*, vol. 11, n° 4, décembre 2007, <<http://meria.idc.ac.il/journal/2007/issue4/pdf/1.pdf>> ; M.N. Katz, « Russian-Iranian Relations in the Ahmadinejad Era », *Middle East Journal*, vol. 62, n° 2, printemps 2008, p. 208-210 ; et M.N. Katz, « The Russian-Libyan Rapprochement : What Has Moscow Gained ? » *Middle East Policy*, vol. 15, n° 3, automne 2008, p. 122-128.

La politique russe au Grand Moyen-Orient, efficacité et perspectives

À supposer que la Russie poursuive des objectifs anti-occidentaux au Grand Moyen-Orient, ses efforts ont jusqu'à présent échoué. Aucun des gouvernements traditionnellement pro-occidentaux de la région n'a remplacé les États-Unis par la Russie comme allié principal, et aucun ne semble l'envisager. De même, aucun gouvernement ou mouvement anti-occidental de la région n'a modifié sa politique étrangère de façon à plaire à la Russie, et aucun ne semble en avoir l'intention. Au contraire, plusieurs acteurs anti-occidentaux (dont l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et le Hamas) sont déçus de constater que la Russie ne souhaite aucunement se confronter à l'Occident dans cette zone en soutenant leur attitude anti-occidentale et anti-israélienne.

Au fond, loin d'être agressive, la politique de Moscou dans la région de Grand Moyen-Orient vise avant tout à protéger la Russie du radicalisme sunnite tout en défendant ses intérêts économiques. Dans cette optique, l'action russe dans la région a été jusqu'ici plutôt réussie. Moscou entretient des relations amicales avec la quasi-totalité des acteurs clés de la région – aussi bien pro qu'anti-occidentaux – à l'exception d'Al-Qaïda et de ses affidés. La Russie n'a probablement pas les moyens de convaincre les pays de la région d'infléchir leur politique dans la direction qu'elle souhaiterait, mais sa politique régionale a le mérite de lui éviter les critiques des gouvernements moyen-orientaux et les principaux mouvements d'opposition (à l'exception notable d'Al-Qaïda) sur l'action du Kremlin à l'égard des républiques musulmanes de Russie. En effet, si les gouvernements musulmans apportaient leur aide à la rébellion tchéchène et aux groupuscules islamistes dans le Caucase du Nord (comme ils l'avaient fait pour les moudjahidine afghans dans les années 1980), la Russie éprouverait de grandes difficultés à conserver le contrôle de la région. Enfin, les relations amicales que le Kremlin entretient avec les gouvernements du Grand Moyen-Orient lui ont permis d'étendre progressivement sa présence économique dans l'ensemble de cette zone.

Cependant, si depuis 2000 Moscou conduit une politique défensive efficace au Grand Moyen-Orient, la pérennité de celle-ci est sujette à caution. Malgré ses actions au Caucase du Nord, la Russie a jusqu'à présent su garder les faveurs du monde musulman, contrairement aux années 1980 lors de l'intervention soviétique en Afghanistan. Il n'en demeure pas moins que les bonnes relations que

Moscou entretient avec la plupart des gouvernements et des mouvements d'opposition de la région ne suffiront pas nécessairement à prévenir une éventuelle montée de l'opposition islamique au sein de la Russie ou dans les républiques musulmanes de l'ex-URSS. Et si les amis musulmans de Moscou au Grand Moyen-Orient ne soutiendront probablement pas une telle opposition, il est aussi peu probable qu'ils soient disposés (ou capables) d'aider Moscou à la combattre.

Jusqu'à présent, la Russie a aussi bénéficié des efforts des Américains et des Européens visant à lutter contre le radicalisme sunnite dans le Grand Moyen-Orient. Elle a laissé les Occidentaux en payer le prix sans s'engager elle-même sur le plan militaire. Le Kremlin a même profité de la situation en monnayant les services de transport et de transit rendus aux Occidentaux⁴⁶. Cependant, les guerres d'Irak et d'Afghanistan deviennent de plus en plus impopulaires aux États-Unis et en Europe. Un retrait des troupes occidentales semble dès lors possible, ce qui permettrait aux islamistes de prendre au moins partiellement le contrôle de ces deux pays. Dans un tel cas de figure, les islamistes sunnites pourraient un jour s'attaquer aux intérêts russes. Ce serait alors à Moscou d'assumer sa propre défense. La montée en puissance des islamistes sunnites en Irak et en Afghanistan risquerait de mettre en danger ses intérêts économiques non seulement dans la région, mais aussi en Asie centrale et au Caucase.

Dans ce contexte, les deux principaux objectifs de Moscou dans la région – contrer la menace islamiste dirigée contre elle et avancer ses pions économiques – sont servis par la présence et l'influence occidentales. Toutefois, si la Russie n'a pas intérêt à voir l'influence occidentale au Grand Moyen-Orient se réduire, le régime de V. Poutine et D. Medvedev ne souhaite pas, pour autant, qu'elle augmente. Un tel scénario paraît improbable dans la plus grande partie de la région, mais pourrait se produire en Iran si les protestations contre le régime iranien aboutissent à l'effondrement de la République islamique et à son remplacement par un gouvernement démocratique. Les liens économiques de l'Iran avec les États-Unis seraient alors rétablis et ceux avec l'UE se développeraient, ce qui ferait de l'Iran un concurrent de la Russie dans l'approvisionnement en gaz de l'Europe et pour le transit du pétrole azerbaïdjanais et centre-asiatique vers les marchés mondiaux. Enfin, une éventuelle résolution des conflits israélo-syrien, israélo-palestinien et intra-libanais pourrait conduire à l'amélioration des relations de la Syrie, du Fatah, du Hamas et du Hezbollah avec l'Occident. Ces acteurs auraient alors moins besoin de s'appuyer sur la Russie.

Face à l'incertitude politico-sécuritaire dans le Grand Moyen-Orient, la Russie dispose de très peu de leviers politiques. Et pourtant, ces événements peuvent avoir un impact significatif sur Moscou. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que la

⁴⁶ A. Kuchins et T. Sanderson, *op. cit.* [36], p. 5-7.

Russie conduite une politique étrangère fondamentalement défensive qui se donne pour but d'avoir de bonnes relations avec tous les acteurs de la région.